

ARTICLE 20 : Le ministre des Forces Armées et des Anciens Combattants, le ministre de l'Economie et des Finances, le ministre de la Santé et le ministre du Développement Social, de la Solidarité et des Personnes Agées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 30 mai 2002

Le Président de la République,
Alpha Oumar KONARE

Le Premier ministre,
Modibo KEITA

Le ministre des Forces Armées
et des Anciens Combattants,
Soumeylou Boubèye MAIGA

Le ministre de l'Economie
et des Finances,
Bacari KONE
Le ministre de la Santé,
Mme TRAORE Fatoumata NAFO

Le ministre du Développement Social,
de la Solidarité et des Personnes Agées,
Mme TRAORE Fatoumata NAFO

**DECRET N°02-287/P-RM DU 30 MAI 2002 FIXANT
L'ORGANISATION ET LES MODALITES DE FONC-
TIONNEMENT DE L'OBSERVATOIRE DU DEVE-
LOPPEMENT HUMAIN DURABLE ET DE LA
LUTTE CONTRE LA PAUVRETE.**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°94-009 du 22 Mars 1994 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, de la gestion du contrôle des services publics ;

Vu la Loi N° 96-015 du 13 Février 1996 portant statut général des Etablissements Publics à caractère Scientifique Technique ou Culturel ;

Vu l'Ordonnance N°02-047/P-RM du 29 mars 2002 portant création de l'Observatoire du Développement Humain Durable et de la Lutte Contre la Pauvreté ;

Vu le Décret N°02-132/P-RM du 18 mars 2002 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°02-135/P-RM du 19 mars 2002 portant nomination des membres du Gouvernement, modifié par les Décrets N°02-160/P-RM du 30 mars 2002 et N°02-211/P-RM du 25 avril 2002 ;

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

TITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1^{ER} : Le présent décret fixe l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'Observatoire du Développement Humain Durable de la Lutte contre la Pauvreté.

ARTICLE 2 : L'Observatoire du Développement Humain Durable et de la Lutte contre la Pauvreté est placé sous la tutelle du ministre chargé du Développement Social.

ARTICLE 3 : Le siège de l'Observatoire du Développement Humain Durable et de la Lutte contre la Pauvreté est fixé à Bamako et peut être transféré en tout autre lieu du territoire national.

ARTICLE 4 : L'Observatoire du développement Humain Durable et de la Lutte contre la Pauvreté peut s'assurer le concours de tout organisme ayant les mêmes vocations.

TITRE II : DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET GESTION

ARTICLE 5 : Les organes d'administration et de gestion de l'Observatoire du développement Humain Durable et de la Lutte contre la Pauvreté sont :

- le Conseil d'administration ;
- la Direction Générale ;
- le Comité Scientifique.

CHAPITRE I : DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Section 1 : Attributions

ARTICLE 6 : Le conseil d'Administration exerce, dans les limites des lois et règlements en vigueur, les attributions spécifiques suivantes :

- définir la politique générale de l'observatoire dans les domaines de sa compétence notamment dans les domaines du développement humain durable et la lutte contre la pauvreté ;
- fixer l'organigramme de l'ODHD/LCP et les règles particulières relatives à son fonctionnement et à son administration ;
- délibérer sur les programmes d'équipement et les investissements à réaliser ;
- approuver le programme et le budget prévisionnels de l'Observatoire et leurs modifications éventuelles ;
- approuver le rapport annuel d'activités du Directeur Général et les états financiers de fin d'exercice ;

- fixer les modalités d'octroi au personnel des indemnités, primes et avantages spécifiques ;
- délibérer sur les acquisitions, dispositions ou aliénation d'immeubles ;
- donner un avis sur toutes questions soumises.

Section 2 : De la Composition

ARTICLE 7 : Le Conseil d'Administration de l'Observatoire du Développement Humain Durable et de la Lutte contre la Pauvreté est composé de quinze (15) membres dont les sièges sont répartis comme suit :

Président

- Le Ministre chargé du Développement Social ou son représentant ;

Membres :

- Le représentant du Ministre chargé des Finances,
- Le représentant du Ministre chargé de l'Education,
- Le représentant du Ministre chargé de la promotion de la femme,
- Le représentant du Ministre chargé de la Santé,
- Le représentant du Ministre chargé de l'emploi,
- Le représentant du Ministre chargé du Développement Rural,
- Le représentant du Ministre chargé de la Coopération Internationale,
- Le représentant du Conseil des Economique et Social,
- La représentante de la CAFO,
- Le représentant des ONG,
- Le représentant du PNUD,
- Le représentant de la Banque Mondiale,
- Le représentant de l'Union Européenne,
- Le représentant du Personnel.

ARTICLE 8 : Les représentants de la CAFO et des ONG sont désignés par les organisations concernées.

ARTICLE 9 : Le représentant du Personnel au Conseil d'Administration est élu à la majorité simple en Assemblée Générale des travailleurs de l'Observatoire du Développement Humain Durable.

Section 3 : Du Fonctionnement

ARTICLE 10 : Le Conseil d'Administration se réunit deux fois par an en session ordinaire.

Il peut se réunir en session extraordinaire chaque fois que de besoin.

CHAPITRE II : DE LA DIRECTION GENERALE

ARTICLE 11 : L'Observatoire du Développement Humain Durable et de la Lutte contre la Pauvreté est dirigé par un Directeur Général nommé par décret pris en Conseil des Ministres, sur proposition du Ministre chargé du Développement Social.

ARTICLE 12 : Le Directeur Général dirige, anime, coordonne et contrôle l'ensemble des activités de l'Observatoire du Développement Humain Durable et de la Lutte contre la Pauvreté.(ODHD/LCP)

A cet effet, il :

- exerce toutes les fonctions d'administration et de gestion non expressément réservées au Conseil d'Administration ;
- met en œuvre les programmes et activités adoptés par le Conseil d'Administration ;
- exerce l'autorité sur le personnel dans le cadre de la législation en vigueur ;
- exerce l'action en justice ;
- passe les baux, conventions et contrats.

Il est secondé par un Directeur Adjoint nommé par arrêté du Ministre de Tutelle.

CHAPITRE III : DU COMITE SCIENTIFIQUE

Section 1 : Attributions et fonctionnement

ARTICLE 13: Le Comité Scientifique a pour mission de :

- contribuer au choix des programmes pluriannuels et annuels d'études et de recherche ;
- formuler des recommandations et des avis techniques pour l'amélioration de la qualité des analyses et des recherches.

ARTICLE 14 : Le Comité Scientifique se réunit une fois par trimestre.

Section 2 : Composition

ARTICLE 15 : Le Comité Scientifique est composé comme suit :

Président :

- Une personnalité scientifique choisie par l'autorité de tutelle ;

Membres :

- Le Directeur de l'ODHD/LCP ;
- Le Directeur National de la Statistique et de l'Informatique ;
- Le Directeur National de la Planification ;

- Le Directeur National du Budget ;
- Le Directeur National du Développement Social ;
- Le Directeur du Centre National de Recherche Scientifique et Technologique ;

- Le Directeur National de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire ;

- Deux (2) Universitaires dont la compétence est reconnue dans le domaine de la lutte contre la pauvreté ;

- Deux (2) personnalités qualifiées, ayant concouru ou concourant par leurs travaux à la lutte contre la pauvreté ;

- Un représentant des programmes de lutte contre la pauvreté ;

- Le Directeur de l'Afristat ;

- Le Directeur du Centre d'Analyse et de Formulation des Politiques de Développement (CAFPD) ;

- Le Directeur Général de l'Institut d'Economie Rurale ;

- Le Directeur Général de l'Institut National de Recherche de Recherche en Santé Publique ;

- Le représentant du PNUD ;

- Le représentant de la Banque Mondiale.

Section 3 : De la Tutelle

ARTICLE 16 : Les actes d'administration et de gestion de l'Observatoire du Développement Humain Durable et de la Lutte contre la Pauvreté.(ODHD/LCP) définis au présent décret sont soumis à l'approbation expresse à l'autorisation préalable du Ministre chargé du développement Social.

ARTICLE 17 : L'autorisation préalable est requise pour les actes suivants :

- les subventions, dons legs assortis de conditions ;
- les emprunts de plus d'un (1) an ;
- la signature de convention et contrat égal ou supérieur à vingt millions ;

- la prise de participation financière et de toutes interventions impliquant la cession des biens et des ressources de l'Observatoire du Développement Humain Durable et de la Lutte contre la Pauvreté.(ODHD/LCP) ;

- les conventions passées par le Directeur Général au nom de l'Observatoire du Développement Humain Durable et de la Lutte contre la Pauvreté.(ODHD/LCP).

ARTICLE 18 : Sont soumis à l'approbation expresse :

- le plan de recrutement du personnel ;
- le procès verbal des sessions du Conseil d'Administration ;

- le règlement intérieur de service ;

- l'affectation de résultats.

ARTICLE 19 : L'autorisation préalable ou l'approbation expresse obligatoire est demandée par requête du Directeur Général de l'Observatoire du Développement Humain Durable et de la Lutte contre la Pauvreté.(ODHD/LCP). Le Ministre chargé du Développement social dispose de quinze (15) jours à compter de la date de réception de la requête pour notifier son autorisation, son approbation ou son refus. Passé ce délai, l'autorisation ou l'approbation est considérée comme acquise.

TITRE III : DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 20 : Le présent décret abroge toutes les dispositions antérieures contraires notamment celles des décrets n° 96-273/PM-RM du 07/10/96 fixant les mécanismes institutionnels de la stratégie du Développement Humain Durable (DHD) et de la lutte contre la pauvreté au Mali et le décret n° 96-274/PM-RM du 07/10/96 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'Observatoire du Développement Humain Durable et de la lutte contre la Pauvreté au Mali.

ARTICLE 21 : Le ministre du Développement Social, de la Solidarité et des Personnes Agées et le ministre de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 30 mai 2002

Le Président de la République,
Alpha Oumar KONARE

Le Premier ministre,
Modibo KEITA

Le ministre du Développement Social,
de la Solidarité et des Personnes Agées,
Mme TRAORE Fatoumata NAFO

Le ministre de l'Economie
et des Finances,
Bacari KONE

DECRET N°02-288/P-RM DU 30 MAI 2002 FIXANT L'ORGANISATION ET LES MODALITES DE FONCTIONNEMENT DE L'INSTITUT NATIONAL DE FORMATION DES TRAVAILLEURS SOCIAUX.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°96-015 du 13 février 1996 portant statut général des Etablissements Publics à caractère Scientifique, Technologique ou Culturel ;

Vu l'Ordonnance N°02-048/P-RM du 29 mars 2002 portant création de l'Institut National de Formation des Travailleurs Sociaux ;